



Liminaire CHSCT 17/10/2017

Madame la présidente du CHSCT de la Charente

La saison des ouragans bat son plein et la DGFIP casse son baromètre.

Ouragan sur la fonction publique : menaces sur le statut des fonctions publiques, réexamen du périmètre des services publics (avec à la clé des abandons ou des transferts au secteur privé d'une partie d'entre eux, cf. CAP 22), encore et toujours des économies sur les moyens matériels et humains, avec des réductions d'effectifs ininterrompues, que la DGFIP supportera quasi intégralement.

Ouragan sur la DGFIP : casse des règles de gestion, destructurations incessantes pour adapter les structures aux réductions d'effectifs, annihilation du réseau, préparation, même plus cachée, de l'abandon de pans entiers de notre activité.

Les agent-e-s de la DGFIP sont inquiet-e-s pour leur avenir, et celui de leur administration. Le baromètre social le signalait : il est supprimé. Enfin, non pardon, il est noyé... au milieu des autres administrations du « paquebot ».

Mais nul besoin d'un baromètre pour percevoir le mal-être. Nous le constatons malheureusement à chaque visite de site, nous aurons l'occasion d'en parler aujourd'hui.

Nous ne doutons pas que le rapport du Médecin de Prévention, bien que nous n'en ayons pas eu communication avant le CHS-CT, mette en exergue une fois de plus cette situation de souffrance au travail, déjà mentionnée dans ses rapports précédents.

Les agent-e-s de la DGFIP sont inquiet-e-s pour leur avenir : ils l'ont fait savoir la semaine dernière. Alors que le taux de grévistes dans la fonction publique d'Etat s'élevait à 13,95 %, il se montait à 32,50 % à la DGFIP.

Les agent-e-s de la DDFIP de la Charente ont aussi exprimé leur inquiétude : 45,14 % d'entre eux étaient grévistes le 10 octobre. Les chiffres parlent d'eux même : les services les plus récemment touchés par les restructurations, ou ceux qui vont bientôt l'être, sont ceux où le nombre de grévistes était le plus important.

La sphère de la gestion publique marque aussi sa vive inquiétude quant à son avenir : 44 % des trésoreries fermées, 47 % de grévistes. A noter que le nombre de cadres supérieurs grévistes ne va qu'en augmentant, que le nombre de cadres dits « intermédiaires » (les simples A) exprime de plus en plus son désarroi (que dire du chiffre de 79 % de grévistes chez les A affectés en trésoreries ?!).

Que va-t-il advenir de nos collègues de la trésorerie OPH, dont la fermeture est actée au 1er janvier prochain ?

Outre l'application des règles de gestion, application certes correcte mais froide et mécanique, il y a la dimension humaine à ne pas ignorer : nos collègues demandent un accompagnement, une prise en compte de leur situation.

Ce collectif de travail, déjà récemment éprouvé, se disloque (retour des agents détachés de Logélia dans l'office, dispersion des agent-e-s de la DGFIP).

Leur inquiétude n'est pas reconnue. Un accompagnement plus important et plus personnalisé est indispensable.

Non seulement faut-il discuter avec chacun des possibilités d'affectation dans les services susceptibles de les accueillir selon les règles de gestion, mais aussi faut-il prévoir leur arrivée dans de bonnes conditions, matérielles comme organisationnelles. A force de concentrer les services, la place vient à manquer...

Que va-t-il advenir des services restructurés, pardon, déstructurés ? (disparition de la trésorerie de Ruelle transférée à la TAMA et au SIP d'Angoulême, transfert de la gestion de l'hôpital de La Rochefoucauld à la Trésorerie hospitalière, fusion des SIP d'Angoulême)

La gestion des emplois n'est pas un « exercice ».

La limite du supportable est atteinte. Cela se ressent tous les jours dans les services. Seule la conscience professionnelle des agents permet de tenir encore la maison debout.